

l'imbrication étroite du politique et de l'économique, du privé et du public, des politiques intérieure et extérieure, des coalitions nationales et des alliances internationales. Mais il faut remonter à l'accord militaire franco-belge de 1920 pour retrouver pareille trace tangible d'un secret d'Etat.

La conclusion et l'application des accords sur l'uranium, (anti)datés du 26 août 1944, refondus en 1955 et tombés en désuétude en 1960 ont d'abord été étudiés aux Etats-Unis. Bénéficiant - qui s'en étonnera - de la politique libérale d'ouverture des archives américaines, Jonathan E. Helmreich révèle ainsi en 1983, puis de manière approfondie en 1988, les étapes des négociations⁶⁰. Chez nous, la frilosité est d'autant plus forte que l'essentiel ne figure pas dans les documents officiels mais bien dans le saint du saint des archives de l'Union minière du Haut Katanga, véritable maître d'œuvre de l'opération... et son principal bénéficiaire.

PIERRE BUCH & JACQUES VANDERLINDEN
«L'Uranium. La Belgique et les Puissances. Marché de dupes ou chef d'œuvre diplomatique ?»
Bruxelles, De Boeck Université, 1995, 188 p.

PIERRE GOVAERTS, ANDRÉ JAUMOTTE & JACQUES VANDERLINDEN
(DIR.)
«Un demi-siècle de nucléaire en Belgique. Témoignages»
Bruxelles, Belgian Nuclear Society / Presses interuniversitaires européennes, 1994, 732 p.

Un accord diplomatique antidaté, un gouvernement dissous approuvant ce même accord à l'insu du gouvernement en place, des interdits professionnels en milieu universitaire, le tout recouvrant un enjeu planétaire : ce scénario digne de James Bond, est prosaïquement l'histoire vraie de l'uranium de Shinkolobwe et de sa livraison par la Belgique aux Etats-Unis.

Nul chapitre de notre histoire nationale ne permet mieux que celui-là de mesurer

Un long cheminement dans les archives de Pierre Ryckmans, gouverneur général du Congo aux moments cruciaux de l'affaire et premier commissaire belge à l'Energie atomique, a fait de Jacques Vanderlinden, professeur à l'ULB, un familier du sujet. Il faut lui être reconnaissant d'avoir brisé quelques tabous, enfoncé quelques portes et posé crûment - et scientifiquement - la question qui sous-titre l'ouvrage : "marché de dupes ou chef-d'œuvre diplomatique ?". Dans

60 JONATHAN E. HELMREICH, "The Uranium Negotiations of 1944", in *Le Congo dans la Deuxième Guerre mondiale*, Bruxelles, ARSOM, 1983, p. 253-283; ID., *Gathering rare Ores. The Diplomacy of Uranium Acquisition, 1943-1954*, Princeton, Princeton University Press, 1988.

une communication à l'Académie, publiée entre-temps, Jacques Vanderlinden avait brossé l'histoire de l'uranium congolais proprement dit et celle de l'énergie nucléaire en Belgique ⁶¹. Cette fois, en collaboration avec Pierre Buch qui a dépouillé les dossiers des Affaires étrangères, il aborde les questions politiques et diplomatiques. Sans schématisme aucun, avec toutes les nuances nécessaires, les auteurs établissent le difficile bilan d'un rapport de force étonnant : une toute petite puissance ne disposant pas de la maîtrise scientifique du trésor qu'elle possède doit négocier avec la première puissance mondiale qui en détient le mode d'emploi et entend jalousement le garder.

Le scénario se décompose en trois grandes séquences : le prologue sous la pression du conflit mondial (1942-1946), la compensation conditionnelle (1947-1951), la part équitable (1951-1955), plus l'épilogue désenchanté de l'après 1955, quand l'uranium congolais cesse d'intéresser Américains et Britanniques.

Sans faire ici le résumé de l'ouvrage, quelques observations ne manquent pas de piquant, vues a posteriori. D'abord, comme le soulignent les auteurs, il est frappant de constater que "malgré les impératifs de la raison d'Etat, une politique d'une telle importance pour la Nation tout entière ait été aussi longtemps confiée à aussi peu de mains". Ce constat n'a rien d'anecdotique. Il pose la question essentielle en matière de politique étrangère et, plus encore, de décisions écono-

miques fondamentales, à savoir qui décide quoi ? De fait, la réponse est clairement donnée : la décision fondamentale fut américaine, les preneurs de décision du côté belge étant les gens de l'Union minière. Les autorités politiques tentèrent de préserver ou d'obtenir la part la plus large possible en faveur de la puissance publique, mais avec le handicap insurmontable de ne pas savoir exactement ce qu'elles étaient en droit de demander. Qu'en est-il de la question, à tout le moins aussi importante, des bénéfices financiers que la Belgique a pu tirer de l'opération ? La réponse des auteurs est double. Le privé n'a pris qu'un minimum de risques, ceux-ci étant assurés par les Américains à Shinkolobwe. Quant à la perception de la taxe par l'Etat, les auteurs ont dû renoncer à en établir la comptabilité tant le mystère plane encore sur cet aspect des choses. Ils ont donc raison de qualifier toute leur aventure d'avancée dans le brouillard.

Pour le moins, un aspect des choses correspondit aux vœux de toutes les parties concernées : le secret fut en effet parfaitement bien gardé (certains doivent regretter l'époque !). Et la peur de le voir écorné, développa à ce point les fantasmes que dans l'histoire du pays, ce fut bien l'un des rares moments où les "gens sérieux" s'alarmèrent réellement de l'influence communiste en Belgique. Les interpellations du sénateur communiste Paul Libois déclenchaient la panique... Et l'on vit alors le milieu scientifique ausculté, espionné, voire épuré : le milieu

61 JACQUES VANDERLINDEN, *A propos de l'uranium congolais*, Bruxelles, Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, 1991.

des spécialistes nucléaires, à l'ULB en particulier, n'était-il pas truffé de communistes ? Jusqu'où allèrent les pressions pour l'assainir ? Quelles concurrences fit-on jouer pour favoriser des laboratoires moins 'gangrenés' ? Les auteurs n'ont pu, pour des questions de personnes aisées à comprendre, aller au bout de ces interrogations, mais les indications présentes sont néanmoins déjà parlantes.

Au bout du compte, le développement des sciences nucléaires en Belgique résulta effectivement des avantages retirés par les Belges des accords successifs sur l'uranium congolais. On pourrait murmurer familièrement "il ne manquerait plus que ça !". Ceux qui veulent en connaître plus précisément l'histoire feront grand cas d'un copieux ouvrage de témoignages, tant historiques que techniques et scientifiques apportés par les artisans d'*Un demi-siècle de nucléaire en Belgique*.

De ce heurt du pot de terre et du pot de fer, concluent *in fine* les auteurs, il fut tiré le meilleur parti possible. Mais ils ajoutent avec raison, que le bénéfice effectif fut avant tout politique, la Belgique conquérant par là dans l'Alliance atlantique une place surdimensionnée par rapport à sa taille. Et, notent-ils sans malice, cet atout s'ajoutant à ses qualités propres, la destinée d'un Paul Henri Spaak en fut certainement durablement marquée.

En résumé, des travaux encore incomplets, mais qui nous apportent déjà l'essentiel d'un sujet il y peu *terra incognita*.

José Gotovitch

IV. Guerre scolaire et libre pensée / Schoolstrijd en vrijzinnigheid